

[Text]

The United States Industry: While the Canadian uranium industry is thriving, the U.S. industry is having difficulties. On the upstream side, U.S. mine production has dropped from 39 million pounds of concentrates in 1981 to about 12.5 million pounds in 1987. At today's prices, most of the U.S. mining and milling industry is not competitive. This is entirely due to the small size and low grade of their ore bodies. The western states of New Mexico, Colorado, Wyoming and Arizona have been hardest hit, as many of their mines were forced to close down during the past four years.

The peak production years of the late seventies and the early eighties were further stimulated by an embargo against the importation of foreign uranium, which was gradually phased out between 1977 and 1984. Naturally, the U.S. industry is actively lobbying for the return of the "good old days".

On the downstream side, the U.S. processors present a similar story. Protected by the embargo and fed by large volumes of domestic mine production, the two U.S. converters also flourished during the 1970s. Today their installed capacity is 375 per cent greater than domestic uranium mine production and about 60 per cent greater than U.S. reactor demand. Therefore, in order to fill their capacity and achieve reasonable levels of profitability, the U.S. converters are aggressively competing for the business of processing Canadian mine concentrates destined for U.S. and foreign customers.

In 1987 almost 50 per cent of Canadian mine production was exported in raw form for processing in the United States. However, that is not enough; our competitors are still aggressively seeking a return to protectionist measures which would restore their former profitability.

United States Protectionism: There has been a steady barrage of legislation introduced into both Houses of the United States Congress, all of which would have the effect of limiting the importation of foreign uranium. One of these initiatives, sponsored by Senator Pete Domenici of New Mexico, has found considerable support even among those favouring free trade. Senator Domenici's bill, if passed into law, would have ensured that 67.5 per cent of the uranium consumed in the United States would be of United States origin. The implications for Canadian industry are obvious.

On another front entirely, the United States courts are being asked to enforce existing provisions of the United States Atomic Energy Act to impose an embargo against foreign uranium.

In December 1984 a group of U.S. producers took the U.S. Department of Energy (DOE) to court, charging that the DOE had failed to maintain a viable U.S. uranium industry as required by U.S. law. The District Court agreed and in June

[Traduction]

1987 et nous nous attendons à tourner à plein rendement pendant toute l'année 1988.

Voyons maintenant l'industrie des États-Unis: si l'industrie de l'uranium canadienne est prospère, celle des États-Unis est en difficulté. En un mot, la production des mines américaines est tombée de 39 millions de livres de concentrés en 1981 à environ 12,5 millions de livres en 1987. Aux prix actuels, la plupart des entreprises d'extraction et de broyage américaines ne sont pas compétitives. Ce qui s'explique entièrement par la petitesse et la pauvreté de leurs gisements. Les états de l'ouest du pays que sont le Nouveau Mexique, le Colorado, le Wyoming et l'Arizona ont été les plus durement touchés, et beaucoup de leurs mines ont été obligées de fermer au cours de ces quatre dernières années.

Les années de production record de la fin des années 1970 et du début des années 1980 ont été encore plus stimulées par un embargo sur l'importation d'uranium étranger, qui a été graduellement levé entre 1977 et 1984. Naturellement, l'industrie américaine exerce de fortes pressions pour obtenir un retour au «bon vieux temps».

En un mot, les transformateurs américains ont connu un sort analogue. Protégés par l'embargo et alimentés par une grosse production des mines nationales, les deux convertisseurs ont également prospéré au cours des années 1970. Aujourd'hui, leur capacité installée est de 375 pour cent supérieure à la production des mines d'uranium américaines, et d'environ 60 pour cent supérieure à la demande des réacteurs américains. Pour pouvoir tourner à plein régime et atteindre des niveaux raisonnables de rentabilité, les convertisseurs américains livrent une vigoureuse concurrence aux autres entreprises pour accaparer le traitement de concentrés miniers canadiens destinés à des clients américains et étrangers.

En 1987 près de 50 pour cent de la production minière canadienne a été exportée sous forme brute à destination des convertisseurs américains. Cependant, cela ne suffit pas; nos concurrents continuent à lutter vigoureusement pour obtenir un retour aux mesures protectionnistes qui rétabliraient leur rentabilité antérieure.

Abordons maintenant la question du protectionnisme américain: un flot ininterrompu de projets de loi ont été présentés devant les deux chambres du Congrès des États-Unis; s'ils étaient adoptés, ils auraient pour effet de limiter l'importation d'uranium étranger. Une de ces initiatives, sous l'impulsion du sénateur Pete Domenici, du Nouveau-Mexique, a suscité beaucoup de partisans, même chez les défenseurs du libre-échange. Si le projet de loi du sénateur Domenici avait été approuvé, il aurait garanti que 67,5 pour cent de l'uranium consommé aux États-Unis soit d'origine américaine. L'incidence pour l'industrie canadienne est évidente.

Sur un plan tout à fait différent, on demande aux tribunaux américains d'appliquer les dispositions actuelles de l'Atomic Energy Act des États-Unis qui prévoit un embargo sur l'uranium étranger.

En décembre 1984, un groupe de producteurs américains a poursuivi le Department of Energy (DOE) des États-Unis devant les tribunaux, en l'accusant de ne pas avoir maintenu une industrie de l'uranium viable comme l'exigeait la loi amé-